

**Ahmadou Bamba GUEYE**

Email : [ahmadoubamba.gueye1@uadb.edu.sn](mailto:ahmadoubamba.gueye1@uadb.edu.sn)

**Souleymane Astou DIAGNE**

Email : [souleymane.diagne@uadb.edu.sn](mailto:souleymane.diagne@uadb.edu.sn)

*UFR Economie - Management et Ingénierie Juridique.*

*Université Alioune Diop de Bambey*

## **Investissement privé et croissance en Afrique : la qualité des institutions est-elle importante ?**

**Résumé :** Cet article examine les différentes relations qui peuvent exister entre la démocratie et la croissance économique. Malgré les idées conçues à ce sujet, cette relation reste très ambiguë. Afin de faire la lumière sur cette ambiguïté, nous considérons les 54 pays africains couvrant une période allant de 1999 à 2016. Les résultats obtenus montrent qu'en Afrique, il n'y a pas de relation directe entre la démocratie et la croissance économique mais plutôt une relation indirecte à travers l'investissement domestique privé. Si l'indice de démocratie est positif, la croissance économique commence à avoir des retombées positives sur l'investissement domestique privé. Toutefois, l'atteinte des performances économiques élevées requiert une meilleure promotion de la liberté d'expression et d'entreprendre via la simplification des procédures de création et de formalisation d'entreprise afin de mieux promouvoir l'initiative privée. Ainsi, la mise en place d'un climat propice à l'investissement privé permettrait de mieux booster la croissance économique des pays africains.

**Mots clés :** Investissement privé, Démocratie, Croissance économique, Afrique.

### ***Private investment and growth in Africa: does the quality of institutions matter?***

**Abstract:** *This article reviews the different relationships that may exist between democracy and economic growth. Despite the ideas conceived on this subject, this relationship remains very ambiguous. In order to shed light on this ambiguity, we focus on 54 African countries covering a period from 1999 to 2016. The results show that in Africa, there is no direct relationship between democracy and economic growth but rather an indirect relationship through private domestic investment. If the democracy index is positive, economic growth begins to have a positive impact on private domestic investment. However, achieving high economic performance requires better promotion of freedom of expression and entrepreneurship through the simplification of business creation and formalization procedures in order to better promote private initiative. Thus, the establishment of a climate conducive to private investment would better boost the economic growth of African countries.*

**Keywords:** *Private investment – Democracy - Economic growth - Africa.*

**J.E.L. Classification:** *E22 – 043– E02 – 055.*

## 1. Introduction

L'Afrique contemporaine est caractérisée à la fois par un faible niveau d'investissement privé et des différences flagrantes entre les pays en matière d'investissement privé. En effet, même si l'investissement public est comparable à celui d'autres régions, l'investissement privé en Afrique subsaharienne est plus faible par rapport à d'autres pays en développement. Il représentait 15% du PIB en moyenne entre 2010 et 2016, contre 22% dans les pays en développement asiatiques, 17% en Amérique latine et 16% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ce faible niveau de l'investissement privé a pour corollaire une baisse du niveau de la productivité du travail, une absence de la croissance des salaires réels et des revenus des ménages et une entrave dans les efforts de la région pour améliorer la situation sociale. Beaucoup d'études qui ont été menées dans le but de comprendre comment catalyser l'investissement privé en Afrique Sub-Saharienne ont pointé le rôle des institutions politiques et de la capacité de l'État à mener des réformes économiques et à créer des règles efficaces qui conditionnent la réduction de l'incertitude et, partant, l'investissement privé.

Bien qu'il soit largement reconnu maintenant que la capacité de l'État à mener des réformes économiques à même de favoriser l'investissement privé dépendent de la nature des institutions et des régimes politiques en place, il n'y a pas de consensus sur cette relation. Plusieurs études concentrées sur le continent africain suggèrent que l'autoritarisme est responsable d'une croissance historiquement faible anticipée par de faibles niveaux d'investissement privé (par exemple, voir Ake (1996), Humphreys et Bates (2005), Bates et Block (2011), Bates et al. (2013), Van de Walle (2001)). Par ailleurs, des auteurs comme Rodrik (1999b) ont présenté des preuves empiriques avec l'appui de l'hypothèse selon laquelle les démocraties produisent une plus grande stabilité des performances économiques.

Dans ce contexte, cet article vise à faire la lumière sur ce qui influence le niveau d'investissement privé en Afrique subsaharienne en examinant le rôle joué par les institutions politiques caractérisées par la démocratie et les régimes dictatoriaux. Pour ce faire, nous utilisons un panel de 54 pays africains de 1999 à 2016. Notre analyse est basée sur une estimation de données de panel en interagissant démocratie, croissance économique et investissement privé.

Cet article contribue à cette littérature en examinant si, et comment les institutions politiques affectent les incitations à l'investissement privé et, par conséquent, la performance économique (Tavares et Wacziarg (2001), Baum et Lake (2003), Knutsen (2013), Acemoglu et al. (2014)).

Ce papier s'articule autour de cinq sections. Après l'introduction abordée dans la première section, la section 2 présente, une revue de la littérature sur la relation entre le type de régime et, d'une part, la performance économique en Afrique et d'autre part, l'investissement privé. La section 3 aborde la méthodologie de l'étude, la base de données et le modèle d'estimation. La section 4 analyse et discute les résultats de l'étude. Enfin, la cinquième section conclut.

## 2. Revue de la littérature

Dans cette revue, nous allons d'abord aborder cette question dans le contexte africain avant de regarder comment la relation entre institutions démocratiques et investissement privé est abordée dans la littérature.

### 2.1. Le type de régime et performance économique en Afrique

La relation entre le type de régime et la performance économique en Afrique a été au centre des débats au cours de ces dernières décennies (Fosu (2008), Knutsen (2013)). Dans une première approche, à la suite de Jaunky (2013), des auteurs comme Sen et al. (2018) et Masaki and Van de Walle (2014) ont montré qu'en Afrique, les pays démocratiques se développent plus rapidement que les pays moins démocratiques, et en outre, les pays ayant une plus longue durée de démocratie se développent encore plus rapidement que ceux avec une histoire démocratique plus courte. Ces résultats ont été confirmés par des auteurs tels que Rodrik et Wacziarg (2005), Papaioannou et Siourounis (2008), Persson et Tabellini (2009), Knutsen (2013), Acemoglu et al. (2014), Madsen et al. (2015). Pour ces auteurs, la mise en place d'un processus démocratique permettrait de mettre dans un premier un climat politique stable et dans un second temps, de créer et de mettre en œuvre des politiques conduisant à la liberté économique qui, dans le long terme, aboutira à l'amélioration de la performance économique des pays en développement.

En théorie, les institutions politiques, de manière générale, peuvent influencer sur le taux de rendement de l'investissement physique de plusieurs manières. D'abord, le processus politique peut conduire à une répartition du revenu national entre capital et travail favorable à ces derniers, en donnant une plus grande voix aux syndicats et aux intérêts du travail. Toutes choses égales par ailleurs, des salaires plus élevés réduisent le rendement du capital dans les démocraties et réduisent ainsi les incitations à l'investissement. Ensuite, en garantissant mieux les droits de propriété et en facilitant l'exécution des contrats, les démocraties peuvent augmenter le retour sur investissement, en réduisant l'ampleur de l'incertitude politique, sociale et économique.

L'impact du type de régime sur le dynamisme de la croissance n'est pas sans équivoque. En effet, la relation positive entre ces deux variables est remise en cause par de nombreux auteurs qui mettent plutôt l'accent sur les mérites économiques d'un pouvoir autoritaire par rapport au fonctionnement d'un régime démocratique. Dans une seconde approche, à la suite de Rodrik (1999a), Przeworski et al. (2000) et Tavares et Wacziarg (2001) des auteurs De Haan (2007), Rachdi et Saidi (2015) ont trouvé une relation négative entre la démocratie et la croissance économique. Selon ces auteurs, les individus à faible revenu peuvent utiliser leur influence en période d'élection pour contraindre les gouvernements à se tourner beaucoup plus vers une politique redistributive qu'à une politique de financement de l'activité économique à travers l'investissement privé ; ce qui pourrait avoir des impacts négatifs sur la performance économique des pays en développement. Alors que pour un régime autocratique, cette pression exercée par le peuple pourrait être

contrôlée plus facilement en mettant en place, par exemple, des mesures contraignantes dans le but de couper court à toutes formes de manifestations.

Enfin, la troisième approche de la relation entre la démocratie et la croissance économique est l'approche neutre. En effet, Sandalcilar (2013), Freund et Jaud (2014) et Madsen et al. (2015) ont montré que la démocratie n'a pas d'effet significatif sur la croissance économique. En effet, le changement graduel vers la démocratie n'a pas d'influence significative sur la performance économique.

*In fine*, il ressort de cette analyse que la relation entre la démocratie et la croissance économique n'est pas direct (Williams (2017), Dal Bó et al. (2010), Gallier (2020), Thanh et Hoai (2020), etc.). Prenons le cas par exemple de la relation positive, nous pouvons constater que les gouvernements, dans le but de promouvoir la liberté économique, favorisent l'initiative privée des entrepreneurs. Aussi, un régime démocratique serait plus favorable à une redistribution des richesses, ce qui aurait comme conséquence une augmentation des dépenses de santé et d'éducation favorisant ainsi une accumulation du capital humain. La mise en place de ces politiques permettrait d'instaurer un climat stable et propice à l'investissement privé qui, étant l'un des piliers de la croissance économique, devrait garantir la dynamique et la durabilité de ce dernier.

## **2.2. Type de régime et investissement privé : un lien pas si évident**

La relation entre démocratie et investissement privé est au mieux ambigu. Tandis que de nombreux auteurs soutiennent l'idée que la démocratie réduit l'investissement privé, d'autres soutiennent le contraire.

Pour des auteurs comme Adam et Filippaios (2007) et Tavares et Wacziarg (2001), le processus politique peut conduire à une répartition du revenu national entre capital et travail favorable à ces derniers, en donnant une plus grande voix aux syndicats et aux intérêts du travail. Toutes choses égales par ailleurs, des salaires plus élevés réduisent le rendement du capital dans les démocraties et réduisent ainsi les incitations à l'investissement privé. Rodrik (1999a) soutient cette hypothèse en montrant empiriquement que les démocraties paient des salaires plus élevés.

Contrairement aux études citées ci-dessus, des auteurs ont montré qu'en garantissant mieux les droits de propriété et en facilitant l'exécution des contrats, les démocraties peuvent augmenter le retour sur investissement. De même, en réduisant l'ampleur de l'incertitude politique, sociale et économique, la démocratie peut affecter d'autres types d'incertitudes qui déterminent l'investissement. Dans le cas où il y a une incertitude concernant les politiques fiscales dans l'avenir, l'incitation des particuliers à investir diminue. Dans les démocraties, les institutions politiques, tels que les systèmes judiciaires indépendants et les assemblées législatives et exécutives responsables sur le plan électoral, ont un effet positif sur les incitations en raison de leur capacité à imposer une contrainte crédible sur la future imposition confiscatoire par les dirigeants opportunistes (Weingast (1997), Persson et Tabellini (1994)). À l'inverse, l'absence d'institutions significatives dans les autocraties est censée limiter la capacité des

dictateurs à signaler de manière crédible les restrictions futures, affectant ainsi négativement l'investissement privé.

Les différences du point de vue théorique sur l'impact des institutions sur la croissance des régimes démocratiques contre celle des régimes autoritaires sont assorties de résultats empiriques ambigus. En effet, contrairement à la plupart des prédictions théoriques, des études empiriques suggèrent que les autocraties peuvent générer des niveaux d'investissement privé statistiquement indiscernables par rapport aux démocraties (Gehlbach et Keefer, 2011). Cependant, comme le soulignent Acemoglu et al. (2014), ces résultats peuvent simplement découler de problèmes d'endogénéité et de mauvaises spécifications économétriques. Acemoglu et al. (2014), utilisant la méthode des variables instrumentales, ont montré que la démocratie a un impact positif sur la croissance à travers la mise en place de réformes économiques et l'encouragement à augmenter l'investissement privé. Tavares et Wacziarg (2001) ont trouvé que la démocratie améliore l'accumulation du capital humain qui est un facteur déterminant de l'investissement privé. Knutsen (2011) a confirmé cette conclusion.

### **3. Méthodologie**

#### **3.1. Source des données et descriptives des variables**

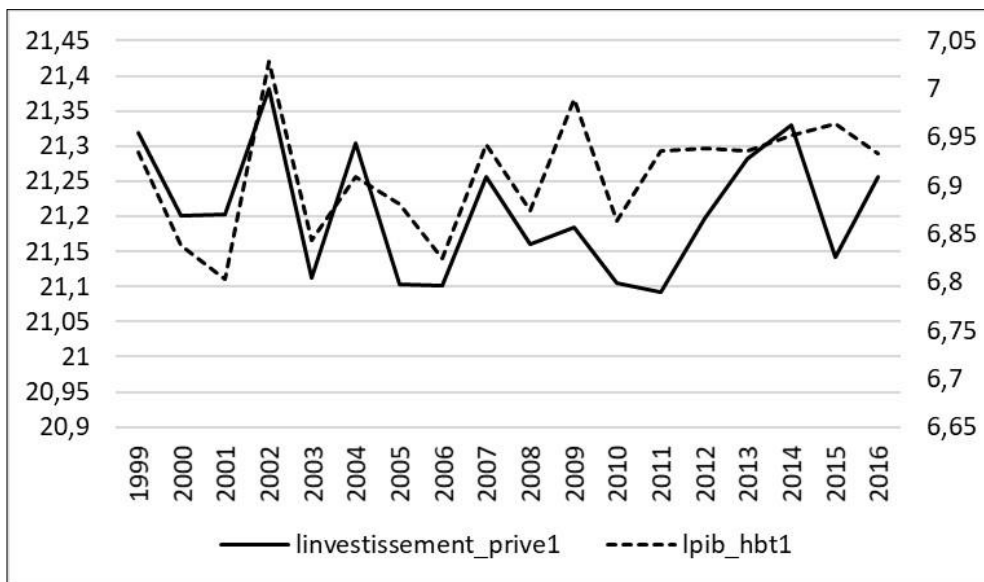
Dans cette partie, l'étude utilise des données en panel pour les 54 pays africains couvrant la période de 1999-2016 pour étudier la relation entre la démocratie, le niveau d'investissement privé et la croissance économique. Le choix de cette période est lié à la disponibilité des données pour les variables institutionnelles. Toutes les données sont annuelles et le choix des variables de contrôle est basé sur les travaux empiriques antérieurs et sur la disponibilité de l'ensemble de données provenant de deux sources : Les indicateurs de développement dans le monde (WDI) et les indicateurs de gouvernance mondiaux de la Banque mondiale (WGI). Les indicateurs de WGI sont produits par Kaufmann et al. (2010). Le tableau 1 présente la description des variables.

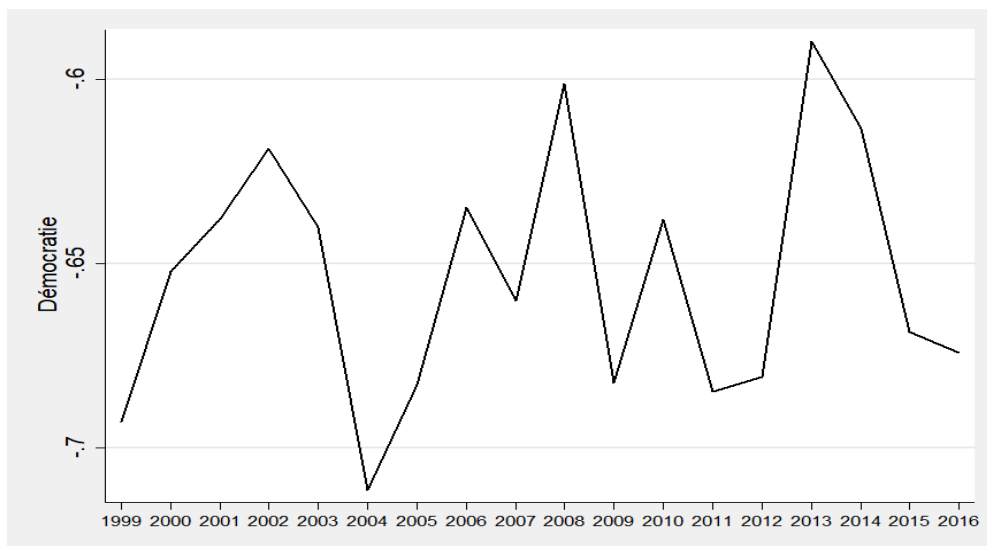
**Tableau 1: Description des variables**

Variables	Description et Source
lInv_Privé	L'investissement privé sous forme logarithmique (WDI)
Lpib_hbt	Le PIB par habitant sous forme logarithmique (WDI)
Democracy	Le niveau de démocratie (WGI)
Inflation	Le taux d'inflation (WDI)
ldep_sante	Les dépenses en santé sous forme logarithmique (WDI)
lepargne_brut	L'épargne brute sous forme logarithmique (WDI)
lpopulation_active	La population active sous forme logarithmique (WDI)
lexportation	Les exportations sous forme logarithmique (WDI)
Credit_interieur	Le crédit intérieur accordé au secteur privé (WDI)

L'analyse des graphiques 1 et 2 nous permet de montrer que la croissance économique moyenne rapportée à la population en Afrique a connu un pic en 2002. En effet, durant cette période, son taux a dépassé les 7%, supérieurs à la moyenne de la période d'étude qui est de 6,91%. Et dans cette même période, on observe aussi un pic au niveau de l'investissement privé qui s'est établi autour de 21,4% du PIB. La moyenne durant la période d'étude étant de 21,2% du PIB.

**Figure 1 : Evolution du PIB par tête et de l'investissement privé**



**Figure 2 : Evolution du niveau de démocratie**

De ces analyses, deux constats peuvent être faits. Le premier est que durant toute la période d'étude, l'Afrique n'a jamais atteint les 25% de taux d'investissement nécessaire pour impulser un processus de croissance économique dynamique de long terme toutes choses égales par ailleurs (Clarke (2013) ; ECA (1999)). Le deuxième constat est que les deux pics sont observés sur la même période (2002 et 2007), cela laisse à penser qu'il existe une causalité entre les deux variables (investissement privé et croissance économique) et qu'une augmentation de l'investissement privé a permis de rehausser le niveau de croissance économique à cette période. Par ailleurs, on note dans ce même cas de figure une amélioration du niveau de la démocratie qui s'établit à -0,63. Cependant, le niveau de démocratie moyen en Afrique est de -0,65 et qui peut être considéré comme faible comparé à celui des autres pays émergents ou développés.

### 3.2. Modèles d'estimation

Notre objectif est d'étudier la causalité entre le niveau de démocratie et le niveau d'investissement privé. Pour cela, une estimation avec les panels simples à effets combinés nous permettra d'avoir un aperçu sur les différentes relations qui peuvent exister entre ces variables. Par conséquent, le modèle suivant sera estimé :

$$Unv\_Priv_{it} = \beta_0 + \beta_1 Democracy_{it} + \beta_i X_{it} + \varepsilon_{it}$$

où  $Unv\_Priv_{it}$ , la variable dépendante, est le niveau d'investissement privé du pays  $i$  au temps  $t$ .

$Democracy_{it}$  est notre variable d'intérêt et représente le niveau de démocratie du pays  $i$  au temps  $t$  mesuré par le niveau de la voix et responsabilité de la population. En effet, cette variable saisit les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et des médias libres. L'estimation donne le score du pays sur

l'indicateur agrégé, en unités d'une distribution normale standard, c'est-à-dire allant de -2,5 à 2,5.

Le vecteur de variables  $X_{it}$  représente les contrôles qui peuvent influencer le niveau d'investissement privé telles que la croissance économique, l'inflation, les dépenses publiques de santé, d'éducation, l'épargne brute, le niveau des importations et la population. Les « beta » sont les paramètres à estimer.  $\beta_0$  est la composante invariante dans le temps et  $\varepsilon_{it}$  est la composante variant dans le temps.

#### 4. Analyse des résultats et discussions

Les tests de Fischer, de Breusch-Pagan et enfin le test de Hausman conduisent à la sélection du modèle d'estimation adéquate et nous ont permis de conclure que le modèle adéquat est le modèle à effets fixes (FE). Dans le modèle FE, les régresseurs peuvent être corrélés à la composante invariante dans le temps de l'erreur ( $\beta_0$ ), tout en supposant l'indépendance entre les  $X_{it}$  et l'erreur idiosyncratique  $\varepsilon_{it}$  (Cameron et Trivedi (2010)).

Le test de stationnarité (Im et al. (2003)) répertorié au niveau du tableau 2 montre que l'ensemble des variables sont stationnaires en niveau.

**Tableau 2: Test de stationnarité**

Variables	P-Value	Conclusion
IInv_Prive	0.0000	OUI I (0)
Lpib_hbt	0.0000	OUI I (0)
Democracy	0.0000	OUI I (0)
Inflation	0.0000	OUI I (0)
ldep_sante	0.0000	OUI I (0)
lepargne_brut	0.0000	OUI I (0)
lpopulation_active	0.0000	OUI I (0)
lexportation	0.0000	OUI I (0)

##### 4.1. Effets de la démocratie et l'investissement privé sur la croissance

Les résultats d'estimation à partir d'un panel simple sont reportés dans les tableaux 3 et 4. Les résultats montrent, d'abord, que l'investissement privé a un impact significatif et positif sur la croissance économique. Ce résultat est compréhensible car une hausse de l'investissement privé permet d'augmenter la production, de satisfaire la demande intérieure et de créer de l'emploi. Parallèlement cette hausse s'accompagnera d'une augmentation du niveau de revenu des ménages qui sera utilisé en termes de dépenses de consommation, de santé et d'éducation et par conséquent une accumulation du capital humain. Tous ces facteurs concourent dans le moyen terme à une hausse de la croissance économique.

Ensuite, les résultats des estimations montrent aussi que la démocratie n'a pas une influence significative sur la croissance économique, permettant ainsi de valider la thèse



de la relation indirecte qui soutient que la démocratie d'un pays ne permet pas forcément de garantir une croissance économique forte.

Ce résultat semble être confirmé par les auteurs tels que Sandalcilar (2013), Freund et Jaud (2014) et Madsen et al. (2015). En effet, dans les pays démocratiques, les dirigeants politiques cèdent beaucoup plus facilement à la pression sociale que par rapport aux dirigeants autocrates. A l'approche des élections, par exemple dans le but de briguer un mandat supplémentaire, le gouvernement démocrate pourrait s'adonner à des politiques de redistribution plutôt qu'à des politiques d'investissement. Un autre fait intéressant est que dans un régime démocratique, avec la mise en place de syndicat de travailleurs, nous pouvons observer une demande à la hausse des salaires des employés et autres avantages sociaux. Le coût du facteur travail étant élevé pourrait contraindre les entrepreneurs à arrêter d'investir ou migrer vers d'autres pays offrant de la main d'œuvre moins chère.

Dès lors que pour la plupart des dirigeants africains, dans leurs politiques de gouvernance, misent beaucoup plus sur la politique redistributive à incidence politique qu'on appelle dans ce contexte la démocratie politique que sur l'investissement privé alors la croissance ne sera pas impulsée par la démocratie qui devrait être une démocratie économique.

La problématique, soulevée dans ce cas, serait de voir comment procéder à une meilleure redistribution des richesses beaucoup plus efficace pour entraîner l'effet escompté sur la croissance économique.

Enfin, bien que la démocratie n'impacte pas la croissance économique de manière directe, la démocratie affecte positivement l'investissement privé. En effet, l'influence de la démocratie via la mise en place d'institutions de création d'entreprise facilitant ainsi la liberté d'entreprendre et la libéralisation économique des secteurs de l'économie en ayant une économie de marché gérée par plusieurs agents économiques et non par un monopole sur une activité définie par l'autorité publique, permet d'instaurer un cadre stable et propice à l'investissement et contribue indirectement à la croissance économique.

#### **4.2. Effets de la démocratie et de la croissance sur l'investissement privé**

L'impact positif et significatif de la démocratie sur l'investissement privé obtenu au niveau du tableau 4 permet de montrer comment la démocratie impacte directement l'investissement privé. En effet, outre la création d'un environnement adéquat à l'investissement, la démocratie permet, sous l'impulsion de la demande sociale, de participer à l'accumulation du capital humain à travers les dépenses publiques en santé et en éducation. Ce résultat concorde avec les conclusions de Tavares et Wacziarg (2001) qui trouvent que la démocratie améliore l'accumulation du capital humain qui est un facteur déterminant de l'investissement privé.

La croissance économique a un impact positif sur l'investissement privé grâce à ses répercussions en termes d'investissement public sur les infrastructures (routes, électricité, eau, etc.), créant ainsi un environnement propice à l'initiative privée. Par

ailleurs, l'effet de la démocratie combiné à la croissance économique a également un impact positif sur l'investissement privé grâce à la réduction de l'incertitude par la consolidation des politiques réglementaires sur l'investissement et la stabilisation de l'environnement des affaires.

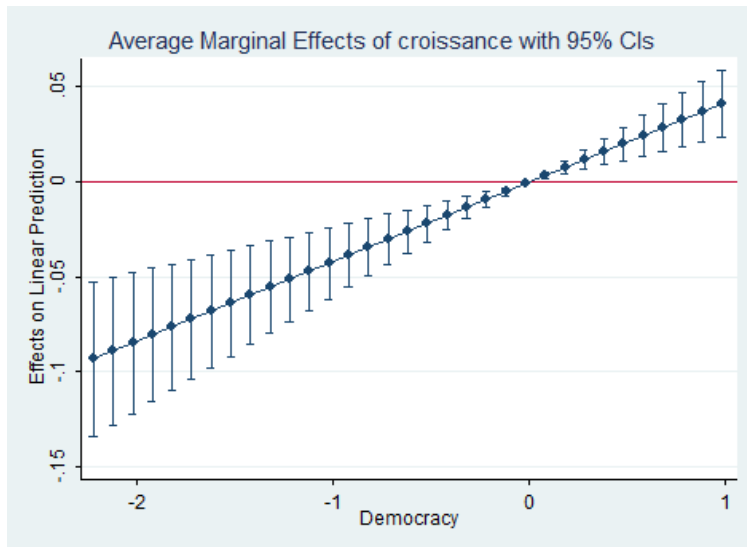
D'autres faits intéressants sont les effets marginaux de la démocratie sur la croissance économique (graphique 3). Puisque la démocratie estimée passe de -2,5 à 2,5 (de -2,5 correspondant à un niveau de démocratie faible vers 2,5 équivalents à un niveau de démocratie élevé), le graphique montre qu'à partir de 0, la croissance économique commence à avoir un impact important sur l'investissement privé. Ce dernier résultat s'explique par le fait qu'une meilleure politique de redistribution des richesses à incidence économique est réalisée dans ce contexte. Autrement dit, les retombées de la croissance est bénéfique à l'économie.

**Tableau 3: Effet de la démocratie et de l'Investissement privé sur la croissance**

<b>Variables</b>	<b>lpib_hbt</b>	<b>lpib_hbt</b>	<b>lpib_hbt</b>	<b>lpib_hbt</b>
democracy	0.00680		-0.0310	
	(0.0368)		(0.0342)	
lInv_priv		0.221***	0.223***	
		(0.0231)	(0.0232)	
lInv_priv* democracy				0.000325
				(0.00169)
Inflation	0.000403***	0.000328***	0.000323***	0.000403***
	(6.20e-05)	(5.75e-05)	(5.78e-05)	(6.20e-05)
credit_interieur	-0.00311***	-0.00392***	-0.00382***	-0.00311***
	(0.00118)	(0.00109)	(0.00109)	(0.00118)
dep_sante	0.00133***	0.00127***	0.00126***	0.00133***
	(0.000117)	(0.000108)	(0.000108)	(0.000117)
lepargne_brute	0.0315**	0.00566	0.00635	0.0316**
	(0.0131)	(0.0123)	(0.0123)	(0.0131)
lexportation	0.450***	0.334***	0.334***	0.450***
	(0.0272)	(0.0279)	(0.0279)	(0.0272)
lpopulation_active	0.447***	0.127	0.110	0.447***
	(0.103)	(0.0999)	(0.102)	(0.103)
Constant	-10.36***	-7.159***	-7.008***	-10.37***
	(1.202)	(1.151)	(1.163)	(1.203)
Observations	579	579	579	579
R-squared	0.863	0.884	0.884	0.863
Prob > F	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Number of Id	47	47	47	47
Standard errors in parentheses				
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1				

**Tableau 4: Effet de la démocratie et de la croissance sur l'investissement privé**

Variables	IInv_priv	IInv_priv	IInv_priv	IInv_priv
democracy	0.170***		0.165***	
	(0.0637)		(0.0588)	
lpib_hbt		0.672***	0.671***	
		(0.0703)	(0.0698)	
lpib_hbt* democracy				0.0227***
				(0.00871)
Inflation	0.000361***	6.50e-05	9.02e-05	0.000364***
	(0.000107)	(0.000103)	(0.000103)	(0.000108)
credit_interieur	0.00319	0.00585***	0.00527***	0.00270
	(0.00204)	(0.00190)	(0.00190)	(0.00207)
dep_sante	0.000295	-0.000638***	-0.000595***	0.000345*
	(0.000202)	(0.000209)	(0.000208)	(0.000205)
lepargne_brute	0.113***	0.0968***	0.0917***	0.115***
	(0.0227)	(0.0211)	(0.0210)	(0.0226)
lexportation	0.519***	0.225***	0.217***	0.531***
	(0.0472)	(0.0540)	(0.0537)	(0.0471)
lpopulation_active	1.508***	1.140***	1.209***	1.487***
	(0.179)	(0.167)	(0.168)	(0.178)
Constant	-15.03***	-7.449***	-8.081***	-15.02***
	(2.084)	(2.056)	(2.055)	(2.085)
Observations	579	579	579	579
R-squared	0.823	0.847	0.849	0.822
Prob > F	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Number of Id	47	47	47	47
Standard errors in parentheses				
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1				

**Figure 3 : Effet marginal de la démocratie sur la croissance**

## 5. Conclusion

L'objectif de cet article était de faire la lumière sur la relation entre la démocratie, la croissance économique et l'investissement privé en Afrique. De manière spécifique, l'étude est orientée sur le rôle joué par les institutions politiques caractérisées par la démocratie sur la croissance économique et l'investissement privé. Pour ce faire, nous avons utilisé un panel de 54 pays africains sur la période 1999-2016. Notre stratégie d'estimation des données de panel s'effectue en interagissant la démocratie, la croissance économique et l'investissement privé.

Nos résultats montrent que l'investissement privé a un impact significatif et positif sur la croissance économique. Naturellement, l'augmentation des investissements privés augmente la production, satisfait la demande intérieure et crée des emplois. Nous constatons que la démocratie n'a pas d'influence significative sur la croissance économique. Cela valide la thèse de la relation indirecte et signifie que la démocratie n'implique pas nécessairement une croissance économique. Nous avons finalement trouvé que l'effet indirect de la démocratie sur la croissance économique passe par l'investissement privé. En effet, l'impact de la démocratie via la mise en place d'institutions de création d'entreprise, la libéralisation économique et l'encouragement à l'initiative privée, permet la mise en place d'un cadre stable propice à l'investissement et contribue indirectement à la croissance économique.

Sur la base de nos résultats, nous pouvons suggérer aux pays africains de mieux orienter les politiques démocratiques sur le développement du secteur privé. L'atteinte de cet objectif passera, dans un premier temps, par une meilleure promotion de la liberté d'expression et d'entreprendre via la simplification des procédures de création et de formalisation d'entreprise afin de mieux promouvoir l'initiative privée.

Dans un second temps, le libre accès de la population aux différents services sociaux de base à travers une meilleure redistribution des richesses au profit de secteurs prioritaires comme l'éducation et la santé permettrait de mieux favoriser l'accumulation du capital humain nécessaire au développement de l'investissement privé. En effet, la déclaration d'Abuja (2001) suggère aux pays africains de consacrer 15% de leur budget au secteur de la santé. Cependant, il a été observé que près de vingt ans après, seuls six pays ont réussi à atteindre ce taux (Rwanda (18,8%), Botswana (17,8%), Niger (17,8%), Malawi (17,1%), Zambie (16,4%) et Burkina Faso (15,8%) et l'Afrique du Sud (15%) (Baxerres et Eboko (2019)). Dans un troisième temps, l'accroissement de l'investissement privé contribuera à son tour à améliorer la croissance économique.

## 6. Références

- Acemoglu, D., Gallego, F. A., Robinson, J. A. (2014). Institutions, human capital, and development. *Annu. Rev. Econ.*, 6(1), 875-912.
- Adam, A., Filippaios, F. (2007). Foreign direct investment and civil liberties: A new perspective. *European Journal of Political Economy*, 23(4), 1038-1052.
- Ake, C. (1996). *Is Africa Democratizing?* CASS occasional monograph, no. 5. Lagos Malthouse Press.
- Barro, R. J. (1994). Democracy & Growth. NBER Working Paper No. 4909
- Bates, R. H., Block, S. (2011). Political institutions and agricultural trade interventions in Africa. *American Journal of Agricultural Economics*, 93(2), 317-323.
- Bates, R. H., Block, S. A., Fayad, G., Hoeffler, A. (2013). The new institutionalism and Africa. *Journal of African Economies*, 22(4), 499-522.
- Baum, M. A., Lake, D. A. (2003). The political economy of growth: democracy and human capital. *American Journal of Political Science*, 47(2), 333-347.
- Baxerres, C., & Eboko, F. (2019). Politiques, acteurs et dynamiques à l'ère de la Global Health. *Politique africaine*, (4), 5-20.
- Cameron, A. C., Trivedi, P. K. (2010). *Microeconometrics using stata* (Vol. 2). College Station, TX: Stata press.
- Clarke, D. (2013). Africa 2050 : Economic revolution. *Global: the international briefing*. Second Quarter. 18-19.
- Dal Bó, P., Foster, A., Putterman, L. (2010). Institutions and behavior: Experimental evidence on the effects of democracy. *American Economic Review*, 100(5), 2205-29.
- De Haan, J. (2007). Political institutions and economic growth reconsidered. *Public Choice*, 131(3), 281-292.

- ECA (1999). *Economic Report on Africa 1999 : The Challenge of Poverty Reduction and Sustainability*. ECA. Addis Ababa.
- Feng, Y. (1997). Democracy, political stability and economic growth. *British Journal of Political Science*, 27(3), 391-418.
- Fosu, A. K. (2008). Democracy and growth in Africa: Implications of increasing electoral competitiveness. *Economics Letters*, 100(3), 442-444.
- Freund, C. L., Jaud, M. (2014). Regime change, democracy, and growth. *Peterson Institute for International Economics Working Paper*, (14-1).
- Gallier, C. (2020). Democracy and compliance in public goods games. *European Economic Review*, 121, 103346.
- Gehlbach, S., Keefer, P. (2011). Investment without democracy: Ruling-party institutionalization and credible commitment in autocracies. *Journal of Comparative Economics*, 39(2), 123-139.
- Gerring, J., Bond, P., Barndt, W. T., Moreno, C. (2005). Democracy and economic growth: A historical perspective. *World politics*, 57(3), 323-364.
- Humphreys, M., Bates, R. (2005). Political institutions and economic policies: Lessons from Africa. *British Journal of Political Science*, 35(3), 403-428.
- Im, K. S., Pesaran, M. H., Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of econometrics*, 115(1), 53-74.
- Jaunky, V. C. (2013). Democracy and economic growth in Sub-Saharan Africa: a panel data approach. *Empirical Economics*, 45(2), 987-1008.
- Kaufmann, D., Kraay, A., Mastruzzi, M. (2010). The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank policy research working paper*, (5430).
- Knutsen, C. H. (2011). Democracy, dictatorship and protection of property rights. *The Journal of Development Studies*, 47(1), 164-182.
- Knutsen, C. H. (2013). Democracy, state capacity, and economic growth. *World development*, 43, 1-18.
- Madsen, J. B., Raschky, P. A., Skali, A. (2015). Does democracy drive income in the world, 1500–2000? *European Economic Review*, 78, 175-195.
- Masaki, T., & Van de Walle, N. (2014). *The impact of democracy on economic growth in sub-Saharan Africa, 1982-2012* (No. 2014/057). WIDER Working Paper.
- Papaioannou, E., Siourounis, G. (2008). Democratisation and growth. *The Economic Journal*, 118(532), 1520-1551.
- Persson, T., Tabellini, G. (1994). Representative democracy and capital taxation. *Journal of Public Economics*, 55(1), 53-70.

- Persson, T., Tabellini, G. (2009). Democratic capital: The nexus of political and economic change. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 1(2), 88-126.
- Przeworski, A., Alvarez, R. M., Alvarez, M. E., Cheibub, J. A., Limongi, F., & Neto, F. P. L. (2000). *Democracy and development: Political institutions and well-being in the world, 1950-1990* (No. 3). Cambridge University Press.
- Rachdi, H., Saidi, H. (2015). Democracy and economic growth: Evidence in MENA countries. *Procedia-Social and behavioral sciences*, 191, 616-621.
- Rodrik, D. (1999a). The Asian financial crisis and the virtues of democracy. *Challenge*, 42(4), 44-59.
- Rodrik, D. (1999b). Democracies pay higher wages. *The Quarterly Journal of Economics*, 114(3), 707-738.
- Rodrik, D., Wacziarg, R. (2005). Do democratic transitions produce bad economic outcomes? *American Economic Review*, 95(2), 50-55.
- Sandalcilar, A. (2013). Democracy and growth: evidence from transition economies. *American International Journal of Contemporary Research*, 3(1), 63-75.
- Sen, K., Pritchett, L., Kar, S., Raihan, S. (2018). Democracy versus dictatorship? The political determinants of growth episodes. *Journal of Development Perspectives*, 2(1-2), 3-28.
- Tavares, J., Wacziarg, R. (2001). How democracy affects growth. *European economic review*, 45(8), 1341-1378.
- Thanh, S. D., Hoai, B. T. M. (2020). Local governance, private investment and economic growth: The case of Vietnamese provinces. *Journal of Economic Development*, 24(4), 04-28.
- Van de Walle, N. (2001). The impact of multi-party politics in sub-Saharan Africa. In *Forum for Development Studies*, Vol. 28, No. 1, pp. 5-42. Taylor & Francis Group.
- Weingast, B. R. (1997). The political foundations of democracy and the rule of the law. *American political science review*, 91(2), 245-263.
- Williams, K. (2017). Does democracy dampen the effect of finance on economic growth? *Empirical Economics*, 52(2), 635-658.